

Réponses préparées par le Service des impôts des Particuliers du centre des finances publiques de Valserhône (SIP) aux questions posées le plus souvent par les membres du personnel

Version actualisée en janvier 2026 à la suite de précisions apportées par le SIP de Valserhône.

SOMMAIRE

Réponses préparées par le Service des impôts des Particuliers du centre des finances publiques de Valserhône (SIP) aux questions posées le plus souvent par les membres du personnel

1.	Domicile fiscal et obligation de déclarer ses revenus	3
1.1	Qui doit faire sa déclaration d'impôt en France ? Exemple : J'ai débuté au CERN en tant que boursier en novembre 2025, dois-je faire ma déclaration en 2025 en France ou dans mon pays d'origine ou dans les deux ? Qu'en est-il si j'ai conservé un domicile dans mon pays d'origine ?	3
1.2	Quand faire la déclaration ? Faut-il s'annoncer au Service des impôts dès l'arrivée dans un logement en France ou attendre le mois de mai ? La première année, on ne reçoit pas automatiquement le formulaire, peut-on le recevoir automatiquement ou aller le chercher ?	3
1.3	Quelles sont les conséquences si j'oublie de faire ma déclaration dans le délai imparti ?	4
1.4	Que faut-il faire quand on quitte le CERN et/ou son domicile en France ?	4
1.5	À qui s'adresser le cas échéant dans le but de remplir sa déclaration correctement ? Est-ce qu'il y a un conseiller qui parle anglais ?	4
1.6	Est-il normal qu'une personne arrivée en 2025 reçoive une demande de déclaration de revenus en septembre 2025 pour l'année 2024 ?	5
1.7	En cas de court séjour en France (9 mois, 12 mois, 18 mois par exemple) comment procéder vis-à-vis du Service des impôts des particuliers (SIP) pour déclarer les revenus perçus lors du séjour en France ? Après avoir informé le SIP du changement d'adresse, faut-il s'attendre l'année suivant le départ à recevoir la déclaration de revenus à la nouvelle adresse à l'étranger ? Ou bien faut-il déclarer les revenus perçus en France avant de quitter le territoire ? Dans ce dernier cas, comment faire ?	5
1.8	Comment obtenir un numéro fiscal souvent requis par les banques alors qu'aucune déclaration de revenus n'a encore été déposée ?	5
1.9	J'ai reçu une attestation annuelle d'imposition interne et un relevé individuel annuel dans la même année fiscale, est-ce que je dois cocher la case 8FV ? Dois-je adapter les mentions "Membre de personnel du CERN assujéti à l'impôt interne du CERN et, à ce titre, exonéré d'impôt sur les prestations financières et familiales versées par le CERN" et "Membre du personnel du CERN (Utilisateur/associé (selon le cas), de nationalité..., rémunéré par ... (nom et adresse de l'organisme employeur), imposable en ... (état d'imposition) sous la rubrique "information" ?	6
1.10	Je suis un membre du personnel associé recevant un relevé individuel annuel, comment les 10% de frais réels (case 1AK du formulaire 2042) sont-ils appliqués sur la COLA et/ou sur les salaires imposables dans le pays d'origine ? Que se passe-t-il si je laisse la case 1AK vide ?	6
1.11	Où puis-je trouver le taux de change officiel du franc suisse à l'euro et pour les autres monnaies ?	7
2	Déclaration de revenus	7
2.1	Quelle est la recommandation pour le CERN : déclaration papier ou en ligne ?	7
2.2	Est-ce que la mise en place de l'impôt à la source change quelque chose pour les membres du personnel du CERN ? (Par exemple : faut-il toujours remplir une déclaration de revenus ?)	7
2.3	Est-il impératif de communiquer les coordonnées bancaires pour finaliser la déclaration des revenus en ligne et en quoi celles-ci peuvent être utilisées (éventuels crédits d'impôts...) ?	7
2.4	Je suis étudiant(e) et membre du personnel associé du CERN en tant que USER, VISC ou COAS, ma présence au CERN est de plus de 55 % et je perçois uniquement une rémunération de mon institut dans mon pays d'origine. Est-elle imposable en France ou dans mon pays d'origine ?	8
3	Contenu de la déclaration de revenus	8
3.1	Quels sont les revenus qui doivent être déclarés en dehors des revenus CERN (intérêts bancaires, etc.) ? Les revenus issus d'une location/vente d'un bien immobilier à l'étranger doivent-ils être déclarés en France ? Si oui, comment ? Que faire si je suis assujéti à l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) ?	8
3.2	Quels sont les justificatifs requis par le Service des impôts au moment de la déclaration de revenus ? Une preuve d'imposition à l'étranger est-elle nécessaire ?	9
3.3	Quel est le lien entre déclaration de revenus et taxe d'habitation ?	9
3.4	De quelle manière le SIP peut-il identifier un locataire, qui n'est pas contribuable en France, au regard de la taxe d'habitation ? Est-ce que les propriétaires ont l'obligation d'annoncer au SIP tout nouveau locataire ? Ou peuvent-ils payer la taxe d'habitation à la place de leur locataire ?	10
3.5	Quelle est l'incidence de la situation familiale sur la situation fiscale ? Si mon conjoint/partenaire déclare ses revenus, comment le revenu du CERN est-il pris en compte ? Si mon conjoint n'habite pas en France, doit-on faire 2 déclarations séparées ?	10
3.6	Est-ce que le conjoint d'un membre du personnel, ayant des revenus propres, a un intérêt particulier à exercer une option concernant le taux de prélèvement (taux personnalisé foyer ou individuel, taux non personnalisé) ?	10
3.7	Comment les revenus de source US sont-ils traités par le Service des impôts, surtout si, en tant qu'Américain, j'ai conservé mon domicile aux USA ?	10

3.8	Je suis assuré(e) au CHIS ; est-ce que je dois cocher les cases 8SH/8SI ?	11
3.9	Je suis assuré(e) au CHIS, est-ce que je dois cocher les cases 8RP/8RQ ?	12
3.10	Pourquoi le revenu fiscal de référence (RFR) n'apparaît pas dans l'avis d'imposition ?	12
3.11	Comment dois-je déclarer ma valeur de transfert de la pension versée par le CERN en France ? Quelles cases faut-il cocher ? Quel est le taux d'imposition ?	13
3.12	Je suis un membre du personnel employé ou associé du CERN et j'ai reçu l'« Attestation de résidence fiscale française des travailleurs frontaliers franco-suisse » à remplir. Dois-je compléter ce formulaire ?	13
4	Déclaration des comptes bancaires étrangers	13
4.1	Comment déclarer le compte bancaire en Suisse ou un autre compte à l'étranger en dehors de la France ? Remplir la déclaration 3916-3916 bis est-il suffisant ?	13
4.2	Quelles sont les conséquences si on a oublié de déclarer son compte à l'étranger ? Quelle est la marche à suivre pour régulariser la situation ?	14

1. Domicile fiscal et obligation de déclarer ses revenus

1.1 Qui doit faire sa déclaration d'impôt en France ? Exemple : J'ai débuté au CERN en tant que boursier en novembre 2025, dois-je faire ma déclaration en 2025 en France ou dans mon pays d'origine ou dans les deux ? Qu'en est-il si j'ai conservé un domicile dans mon pays d'origine ?

Toutes les personnes domiciliées en France (métropole et DOM) doivent souscrire chaque année une déclaration de l'ensemble de leurs revenus et de leurs charges de famille (art.4 A du Code Général des Impôts (CGI)).

Il s'agit : (art. 4B du CGI)

- a) des personnes qui ont en France leur foyer ou le lieu de leur séjour principal ;
- b) celles qui exercent en France une activité professionnelle, salariée ou non, à moins qu'elles ne justifient que cette activité y est exercée à titre accessoire ;
- c) celles qui ont en France le centre de leurs intérêts économiques.

Ces critères sont alternatifs et indépendants les uns des autres.

Sont également passibles de l'impôt sur le revenu, les personnes de nationalité française ou étrangère, ayant ou non leur domicile fiscal en France, qui recueillent des bénéfices ou revenus dont l'imposition est attribuée à la France par une convention internationale relative aux doubles impositions (art 4 B bis du CGI).

Dès lors qu'une personne répond à ces critères, elle est tenue de déclarer ses revenus en France, même si la durée de son séjour est inférieure à un an. Ainsi, une personne qui arrive en France en novembre 2025 devra déposer une déclaration de ses revenus au titre de l'année 2025 pour la période durant laquelle elle remplissait les critères ci-dessus, c'est-à-dire de novembre au 31 décembre 2025.

Un contribuable qui aurait conservé son domicile fiscal à l'étranger reste tenu à une obligation déclarative en France, à compter de la date d'arrivée en France. La situation est à analyser au cas par cas.

1.2 Quand faire la déclaration ? Faut-il s'annoncer au Service des impôts dès l'arrivée dans un logement en France ou attendre le mois de mai ? La première année, on ne reçoit pas automatiquement le formulaire, peut-on le recevoir automatiquement ou aller le chercher ?

Les déclarations de revenus doivent être déposées dans le courant du mois de mai de l'année qui suit celle au titre de laquelle les revenus ont été perçus. A priori, les services fiscaux n'ont pas à connaître de l'arrivée d'un contribuable avant le dépôt de sa déclaration. En effet, aucun courrier ne devrait lui être adressée et aucune taxation envisagée.

À noter : la résidence au premier janvier détermine aussi "l'adresse fiscale de taxation" à l'impôt sur le revenu et par conséquent le service compétent pour la taxation. Pour l'imposition des revenus de l'année 2025, dont la déclaration sera à déposer à compter de mi-avril jusqu'à mi-mai 2025, c'est la résidence au premier janvier 2025 qui est retenue (date qui détermine également l'imposition aux impôts locaux).

Bien entendu, avant qu'il ne dépose sa première déclaration de revenu, un contribuable est inconnu des services fiscaux et ne pourra donc pas être destinataire d'une déclaration à compléter. Pour cette première fois, le contribuable devra faire la démarche de se procurer une déclaration vierge durant la

période de dépôt des déclarations papier, soit en la téléchargeant sur le site www.impots.gouv.fr (ta-
per formulaire dans la zone de recherche) soit en la demandant auprès d'un service de la Direction
Départementale des Finances Publiques (DDFIP) : Service des impôts des particuliers (SIP) de Val-
serhône ou son antenne à Gex.

1.3 Quelles sont les conséquences si j'oublie de faire ma déclaration dans le délai imparti ?

En cas de non-déclaration, l'administration peut adresser au contribuable une demande de déclaration
ou une mise en demeure de déposer cette déclaration. Elle peut, sous certaines conditions, procéder
à la taxation d'office des revenus dont elle a connaissance, voire procéder à une évaluation d'office.
En cas d'imposition, les droits résultant de l'application du barème peuvent être assortis de majora-
tions, qui peuvent aller jusqu'à 40 % des droits simples, et d'intérêts de retard au taux de 0,20 % par
mois de retard.

Au cas particulier, la non-imposition en France des revenus versés par le CERN ne dispense en aucune
manière du dépôt de la déclaration même si l'application de majoration ou d'intérêts de retard ne
revêt qu'un caractère théorique dans ce cas, car le montant des droits à payer est souvent de zéro €
(sauf cas des contribuables disposant de revenus d'autres sources que le CERN : revenus fonciers, re-
venus de capitaux mobiliers, voire revenus au nom du conjoint en cas d'imposition conjointe (mariés
ou pacsés) ou de ceux disposant d'un relevé individuel annuel).

1.4 Que faut-il faire quand on quitte le CERN et/ou son domicile en France ?

Plus généralement, pour des raisons d'acheminement du courrier fiscal, il convient de signaler immé-
diatement un changement d'adresse, y compris à l'étranger. Pour ce faire, on peut soit contacter un
des services de la DDFIP déjà mentionnés ou utiliser le site www.impots.gouv.fr, rubrique messagerie
sécurisée. Cela permettra de recevoir la déclaration à sa nouvelle adresse.

Compte tenu du fait que les revenus d'une année sont déclarés l'année suivante, des contribuables
ayant déménagé à l'étranger courant 2025 doivent déclarer les revenus qu'ils ont perçus en France
avant leur départ en 2025.

Enfin, l'administration fiscale met à la disposition des contribuables des services Internet qui permet-
tent de déclarer ses revenus depuis l'étranger mais également de procéder à l'éventuel paiement.

1.5 À qui s'adresser le cas échéant dans le but de remplir sa déclaration correctement ? Est-ce qu'il y a un conseiller qui parle anglais ?

L'administration fiscale met à la disposition des contribuables un certain nombre de renseignements
de portée générale en ligne (www.impots.gouv.fr), certains en anglais. Le Centre de Contact accessible
au 0809 401 401 prend en charge les demandes concernant le paiement mensuel, les prises de rendez-
vous téléphonique/physique ou toute demande transmise par messagerie sécurisée au service com-
pétent.

Pour des renseignements plus personnalisés, il convient de s'adresser soit au Service des impôts des
particuliers dont on dépend (Valserhône pour les résidents dans l'Ain) pour tout ce qui concerne les
modalités d'imposition, le calcul et le paiement.

Pour l'aide à la souscription de la déclaration ou pour des questions relatives aux droits et obligations

des contribuables, il convient donc de se rapprocher du Service des impôts des particuliers compétent. En règle générale, ce service est ouvert au public les lundis, mardis, mercredis et jeudis, de 8h30 à 12h30 (fermeture le vendredi). La réception est assurée par des agents, et, pour les questions plus complexes, une réception personnalisée peut être assurée sur rendez-vous.

Le Service des impôts des particuliers de Valserhône peut être joint par téléphone au 04 50 56 69 40. Ce dernier n'est compétent que pour les usagers domiciliés dans l'Ain.

En se connectant sur leur espace particulier sur le site impots.gouv.fr, les usagers peuvent désormais contacter leur SIP en utilisant leur messagerie sécurisée et/ou solliciter un rendez-vous par téléphone ou physique auprès du service compétent depuis la rubrique « Contacts et RDV ».

1.6 Est-il normal qu'une personne arrivée en 2025 reçoive une demande de déclaration de revenus en septembre 2025 pour l'année 2024 ?

Non : ne sont tenus à une obligation déclarative que les personnes qui résident en France et pour la période pendant laquelle elles résident dans ce pays. Ainsi, une personne qui transfère sa résidence en France en 2025 n'est pas tenue de souscrire une déclaration des revenus pour l'année 2024.

1.7 En cas de court séjour en France (9 mois, 12 mois, 18 mois par exemple) comment procéder vis-à-vis du Service des impôts des particuliers (SIP) pour déclarer les revenus perçus lors du séjour en France ? Après avoir informé le SIP du changement d'adresse, faut-il s'attendre l'année suivant le départ à recevoir la déclaration de revenus à la nouvelle adresse à l'étranger ? Ou bien faut-il déclarer les revenus perçus en France avant de quitter le territoire ? Dans ce dernier cas, comment faire ?

Les contribuables domiciliés en France doivent produire une déclaration de revenus dans le délai normal de souscription, donc l'année qui suit la perception des revenus. Ces contribuables ne recevront a priori pas de déclaration mais devront s'en procurer une, par exemple sur le site.

Si la période de présence en France s'étale sur deux années civiles, ces contribuables seront ensuite identifiés au SIP et devraient recevoir automatiquement la déclaration de la seconde année.

Ils devront, bien entendu, communiquer au service leurs adresses successives.

1.8 Comment obtenir un numéro fiscal souvent requis par les banques alors qu'aucune déclaration de revenus n'a encore été déposée ?

La délivrance d'un numéro fiscal de manière anticipée ne peut être accordée que si l'utilisateur dispose de revenus de source française ou étrangère imposables en France générant un prélèvement à la source en France.

Les nouveaux arrivants concernés ont la possibilité pour demander la création d'un numéro fiscal :

- soit de se présenter au guichet de leur Service des impôts des particuliers,
- soit de faire une demande de numéro fiscal par voie postale adressée au Service des impôts des particuliers dont ils dépendent.

Dans les deux cas, ils devront fournir les justificatifs suivants selon leur situation :

- carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité français ou étranger
- carte de ressortissant d'un État membre de l'UE et de l'EEE.
- titre de séjour incluant le titre de séjour spécial, ou le cas échéant la Carte de séjour, la Carte de séjour temporaire, la carte de résident, le Certificat de résidence de ressortissant algérien)
- visa long séjour valant titre de séjour (vignette OFII), le cas échéant- livret de famille à jour
- extrait d'acte de naissance ou copie intégrale avec mentions en marge

Ces documents seront à joindre au formulaire 2043 (prévu à cet effet) qui est obligatoirement à compléter. Ce dernier est accessible sur le site : <https://www.impots.gouv.fr/accueil>

Les coordonnées des Services des impôts des particuliers (SIP) sont disponibles sur le [site officiel](#) de l'administration française. Il convient de saisir la ville ou le code postal dans le champ intitulé « Où ? » pour trouver le SIP du lieu de résidence.

Par défaut, le numéro fiscal n'est délivré qu'à l'issue de la première déclaration des revenus (apparaît sur l'avis d'impôt).

1.9 J'ai reçu une attestation annuelle d'imposition interne et un relevé individuel annuel dans la même année fiscale, est-ce que je dois cocher la case 8FV ? Dois-je adapter les mentions "Membre de personnel du CERN assujetti à l'impôt interne du CERN et, à ce titre, exonéré d'impôt sur les prestations financières et familiales versées par le CERN" et "Membre du personnel du CERN (Utilisateur/associé (selon le cas), de nationalité..., rémunéré par ... (nom et adresse de l'organisme employeur), imposable en ... (état d'imposition) sous la rubrique "information" ?

Vous devrez cocher la case 8FV qui renverra à la période où vous étiez « Membre du personnel du CERN assujetti à l'impôt interne du CERN » (sous attestation annuelle d'imposition interne) et déclarer vos revenus perçus durant la période où vous étiez « Membre du personnel du CERN utilisateur/associé » (sous relevé individuel annuel) dans la case 1AG (déclarant 1) ou 1BG (déclarant 2).

Vous reporterez les deux mentions sous la rubrique « Information – Mention Expresse » en indiquant la période concernée pour chacune de ces dernières.

1.10 Je suis un membre du personnel associé recevant un relevé individuel annuel, comment les 10% de frais réels (case 1AK du formulaire 2042) sont-ils appliqués sur la COLA et/ou sur les salaires imposables dans le pays d'origine ? Que se passe-t-il si je laisse la case 1AK vide ?

La déduction forfaitaire de 10% **OU** l'option frais réels s'impute sur **l'ensemble des traitements et salaires perçus par le déclarant**, c'est à dire sur la COLA et sur les traitements et salaires étrangers déjà imposés par le pays verseur du revenu et sur les autres traitements et salaires étrangers imposables en France, ainsi que sur les traitements et salaires de source française.

Si la case 1AK est laissée vide, le membre du personnel associé n'opte pas pour la déduction de ses frais réels professionnels (cette option est matérialisée par le remplissage des lignes 1AK à 1DK), la déduction forfaitaire de 10% est donc automatique. Elle est calculée sur l'ensemble des traitements et salaire du déclarant. A noter que, pour le cas où un usager demanderait la déduction de ses frais réels professionnels mais que celle-ci s'avérerait moins avantageuse que la déduction de 10%, le système retiendrait la situation la plus avantageuse pour l'usager.

1.11 Où puis-je trouver le taux de change officiel du franc suisse à l'euro et pour les autres monnaies ?

Le Service des impôts des particuliers de Valserhône communique, dès qu'il en a connaissance, le taux de change officiel du franc suisse à l'euro au CERN, qui est publié dans l'article du [Bulletin](#) entre mars et avril.

Concernant les autres monnaies, le Service des impôts des particuliers peut communiquer le taux de change en question. Les membres du personnel doivent donc contacter le SIP directement.

2 Déclaration de revenus

2.1 Quelle est la recommandation pour le CERN : déclaration papier ou en ligne ?

La déclaration par Internet est désormais obligatoire pour tous les usagers. Seuls ceux qui sont dans l'incapacité technique, ou autre, de souscrire une télé-déclaration peuvent continuer à déposer une déclaration papier.

A priori, les membres du personnel du CERN doivent, s'ils remplissent la condition de revenu, déclarer par Internet. Toutefois, ils ont aussi l'obligation de fournir l'attestation annuelle d'imposition interne du CERN. Ils doivent donc, dans les mêmes conditions et sous les mêmes limites que les autres contribuables, déclarer par Internet mais ils devront également faire parvenir leur attestation annuelle d'imposition interne au Service des impôts des particuliers (SIP) via leur messagerie sécurisée en se connectant sur leur espace particulier sur le site impots.gouv.fr ou, à défaut, par courrier.

2.2 Est-ce que la mise en place de l'impôt à la source change quelque chose pour les membres du personnel du CERN ? (Par exemple : faut-il toujours remplir une déclaration de revenus ?)

La réforme du prélèvement à la source n'est qu'une réforme du recouvrement. Elle ne concerne donc que la manière de payer son impôt sur le revenu. Les modalités déclaratives ainsi que les règles de gestion de l'impôt ne sont donc pas affectées par cette réforme. La souscription d'une déclaration de revenu est toujours nécessaire et elle se fait dans les mêmes conditions qu'avant la réforme.

2.3 Est-il impératif de communiquer les coordonnées bancaires pour finaliser la déclaration des revenus en ligne et en quoi celles-ci peuvent être utilisées (éventuels crédits d'impôts...) ?

Les coordonnées bancaires sont obligatoires pour pouvoir prélever les éventuels acomptes mais également pour procéder au remboursement des trop-perçus ou des restitutions d'impôt (crédit d'impôt, par exemple). Ainsi, la saisie en ligne est impossible en l'absence de coordonnées bancaires. Pour un compte bancaire à l'étranger, il convient d'utiliser le format [SEPA](#) (*Single Euro Payments Area*).

2.4 Je suis étudiant(e) et membre du personnel associé du CERN en tant que USER, VISC ou COAS, ma présence au CERN est de plus de 55 % et je perçois uniquement une rémunération de mon institut dans mon pays d'origine. Est-elle imposable en France ou dans mon pays d'origine ?

Si vous vivez en France et vous rendez au CERN pour effectuer des recherches dans le cadre de vos études, les rémunérations perçues et payées par une université située au Royaume-Uni (par exemple) ne sont pas soumises à l'impôt, a priori seulement si ces sommes servent à couvrir vos frais d'entretien, d'études ou de formation. Il faut s'attacher à connaître la nature exacte des rémunérations perçues. Chaque situation est particulière. Les dispositions prévues par la convention entre le gouvernement de la République française et le pays d'origine en vue d'éviter les doubles impositions sont là pour orienter le raisonnement. Les pièces communiquées par l'utilisateur sont étudiées par le SIP.

Les personnes concernées sont priées de se renseigner auprès du SIP de leur domicile pour toute question spécifique relative à leurs obligations déclaratives.

3 Contenu de la déclaration de revenus

L'obligation déclarative est une obligation globale c'est-à-dire qu'elle concerne l'intégralité des revenus, sauf ceux expressément exonérés, dont les contribuables ont disposé au cours de l'année d'imposition.

3.1 Quels sont les revenus qui doivent être déclarés en dehors des revenus CERN (intérêts bancaires, etc.) ? Les revenus issus d'une location/vente d'un bien immobilier à l'étranger doivent-ils être déclarés en France ? Si oui, comment ? Que faire si je suis assujetti à l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) ?

Doivent être déclarés, dès lors qu'ils ne sont pas expressément exonérés par une disposition légale :

- les salaires et les revenus assimilés : indemnités journalières, congés payés, compléments de salaires, les allocations pour frais professionnels...
- les pensions : retraites, rentes viagères, pension alimentaires...
- les revenus de capitaux mobiliers : intérêts, dividendes, revenus d'actions et parts...
- les gains de cessions de valeurs mobilières ;
- les revenus fonciers tirés de la location d'immeubles nus ;
- les revenus professionnels : bénéfices agricoles, bénéfices industriels et commerciaux (au rang desquels les revenus tirés des locations meublées, bénéfices non commerciaux...
- les plus-values immobilières réalisées lors de la cession d'un bien immobilier : case 3VZ pour une plus-value réalisée en FRANCE et déjà imposée à 19 % (pour celles réalisées à l'étranger => contacter le SIP compétent)

Ces revenus doivent aussi faire l'objet de déclaration s'ils ont été perçus à l'étranger mais, en fonction des conventions fiscales conclues, des mécanismes sont prévus pour éviter la double imposition. Quelques fois, ces conventions prévoient l'exonération de certains revenus.

C'est cette convention qui fixe les modalités d'imposition et, en fonction de ces modalités (par

exemple : imposition des revenus en France, déclaration des revenus en France et bénéfice d'un crédit d'impôt ou imposition selon le taux effectif), la production de la déclaration 2047 est obligatoire.

En l'absence de convention fiscale, les revenus peuvent être imposés dans les deux pays (résidence et lieu du revenu).

Concernant les revenus tirés de la location d'immeubles à l'étranger, les modalités de prises en compte sont prévues par les diverses conventions. Pour le cas où il n'y a pas de convention, ils sont imposables en France.

Si vous êtes assujetti à l'IFI, vous devez remplir une déclaration d'IFI n° 2042-IFI.

3.2 Quels sont les justificatifs requis par le Service des impôts au moment de la déclaration de revenus ? Une preuve d'imposition à l'étranger est-elle nécessaire ?

En règle générale, les contribuables n'ont plus à fournir de justificatifs sauf s'ils entendent bénéficier d'un régime dérogatoire. En contrepartie, l'administration peut leur demander de fournir tout justificatif probant postérieurement au dépôt de la déclaration.

Ainsi les membres du personnel recevant une attestation annuelle d'imposition interne doivent justifier qu'ils ont bien été soumis à cet impôt interne et c'est à cet effet qu'il leur est demandé de joindre à leur déclaration l'attestation qui leur est remise par le CERN.

De même, les justificatifs de l'impôt à l'étranger sont exigés lorsque le revenu est déclaré en France mais bénéficie d'une disposition visant à éviter la double imposition (par exemple, cas des salariés du canton de Genève ou des revenus fonciers encaissés au Royaume-Uni).

3.3 Quel est le lien entre déclaration de revenus et taxe d'habitation ?

Depuis 2023, aucun foyer ne paie de taxe d'habitation pour sa résidence principale, déterminée par l'adresse portée sur la déclaration des revenus (adresse au 1^{er} janvier de l'année d'imposition).

La taxe d'habitation est maintenue pour les résidences secondaires et les locaux vacants.

Une nouvelle déclaration obligatoire a été mise en place. Elle s'applique à tous les propriétaires, personnes physiques et morales, de locaux affectés à l'habitation, afin d'identifier les locaux qui demeurent taxables (résidences secondaires, locaux vacants).

Tous les propriétaires des locaux d'habitation (particuliers, professionnels, établissements publics, États étrangers) sont tenus de déclarer à l'administration fiscale française la nature de l'occupation de ces locaux et, quand ils ne les occupent pas eux-mêmes, de préciser l'identité des occupants et la période d'occupation.

Pour plus d'information sur ce sujet, ci-après un lien vers la page : [Gérer mes biens immobiliers](#) sur le site officiel de l'administration française (voir paragraphe 3.4 ci-dessous).

3.4 De quelle manière le SIP peut-il identifier un locataire, qui n'est pas contribuable en France, au regard de la taxe d'habitation ? Est-ce que les propriétaires ont l'obligation d'annoncer au SIP tout nouveau locataire ? Ou peuvent-ils payer la taxe d'habitation à la place de leur locataire ?

Depuis janvier 2023, les propriétaires de biens immobiliers ont à leur disposition un nouvel outil « Gérer mes biens immobiliers », accessible depuis leur espace en ligne.

Les propriétaires devront, pour chacun de leurs locaux, indiquer à quel titre ils les occupent, et quand ils ne les occupent pas eux-mêmes, préciser l'identité des occupants et la période d'occupation (situation au 1^{er} janvier 2025 pour l'année 2025).

3.5 Quelle est l'incidence de la situation familiale sur la situation fiscale ? Si mon conjoint/partenaire déclare ses revenus, comment le revenu du CERN est-il pris en compte ? Si mon conjoint n'habite pas en France, doit-on faire 2 déclarations séparées ?

L'impôt est établi par foyer fiscal. Pour un couple marié ou pacsé, le foyer fiscal est composé des époux ou des partenaires et, selon les cas, de leurs enfants à charge. La déclaration doit reprendre l'intégralité des revenus imposables perçus par le foyer fiscal.

Dans le cas des membres du personnel du CERN, recevant une attestation d'imposition interne, et n'ayant donc pas à déclarer leur salaire, la base d'imposition sera constituée par les autres revenus du foyer sans que les revenus du CERN n'influencent sur le montant de l'impôt à acquitter.

Si l'un des conjoints réside à l'étranger et n'est pas résident fiscal français, le conjoint résidant en France déclare seulement ses propres revenus sans tenir compte de ceux du conjoint non résident. Dans ce cas, le nombre de parts de quotient familial retenu pour le calcul de l'impôt est celui retenu pour les personnes mariées ou pacsées (régime de la communauté).

3.6 Est-ce que le conjoint d'un membre du personnel, ayant des revenus propres, a un intérêt particulier à exercer une option concernant le taux de prélèvement (taux personnalisé foyer ou individuel, taux non personnalisé) ?

En l'absence de revenus d'autre nature pour le membre du personnel du CERN recevant une attestation d'imposition interne, l'individualisation des taux est sans incidence : le taux du foyer est le même que le taux du déclarant qui dispose de revenus imposable et le taux du membre du personnel du CERN est à zéro.

3.7 Comment les revenus de source US sont-ils traités par le Service des impôts, surtout si, en tant qu'Américain, j'ai conservé mon domicile aux USA ?

Entre la France et les États-Unis, il existe une convention fiscale. Les revenus de source américaine (salaires et assimilés, revenus de capitaux mobiliers, revenus professionnels et revenus fonciers) doivent être déclarés en France.

En fonction du type de revenu et de leur éventuel assujettissement à l'impôt aux USA, ils bénéficient en France de mécanismes permettant d'éviter la double imposition.

Ainsi :

- Les salaires privés ou publics et les pensions privées ou publiques perçus aux USA bénéficient d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt français afférent à ces revenus.
- Les intérêts et dividendes perçus aux USA par des résidents français de nationalité américaine bénéficient d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt français afférent à ces revenus.
- Les intérêts et dividendes perçus aux USA par des résidents français qui n'ont pas la nationalité américaine bénéficient d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt perçu aux USA.
- Les bénéfices industriels et commerciaux ainsi que les bénéfices non commerciaux bénéficient d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt français afférent à ces revenus.
- Enfin les revenus fonciers encaissés aux USA bénéficient d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt français afférent à ces revenus.

Bien entendu pour bénéficier de ces différents crédits d'impôt, il est impératif que les revenus aient supporté un prélèvement à la source aux USA. Ainsi, en pratique, l'impôt est rarement retenu à la source aux USA sur les intérêts, ce qui entraîne une imposition en France.

Il est donc nécessaire de justifier du paiement de l'impôt par prélèvement aux USA.

3.8 Je suis assuré(e) au CHIS ; est-ce que je dois cocher les cases 8SH/8SI ?

Les membres du CHIS sont désormais concernés par ces cases et doivent donc cocher la case 8SH ou 8SI (déclarant 1 ou 2).

Suite à l'arrêt du Conseil d'État du 9 septembre 2020, qui a jugé comme contraire au droit de l'Union européenne, sur le fondement de l'article 45 TFUE, l'assujettissement aux prélèvements sociaux, les fonctionnaires internationaux ou retraités d'une organisation internationale ne doivent pas être soumis aux prélèvements sociaux sur leurs revenus du capital, étant couverts par le système de sécurité sociale propre à leur organisation internationale.

Sont concernés par cet arrêt :

- les fonctionnaires internationaux (ressortissants européens ou suisses)
- les retraités d'une organisation internationale (ressortissants européens ou suisses).

Si vous avez un co-déclarant, par exemple votre conjoint, qui est dans une des situations prévues, à savoir relevant d'un régime d'assurance maladie d'un état de l'EEE ou de la Suisse (LAMal dans ce cas) et ne dépendant pas d'un régime obligatoire de sécurité sociale française, la case 8SH ou 8SI (déclarant 1 ou 2) doit être cochée pour votre co-déclarant.

Précision pour les co-déclarants franco-suisses (personnes domiciliées en France) :

Deux cas de figures sont à distinguer :

- **Cas n°1** : la personne relève de la Sécurité sociale suisse : tel est le cas si elle perçoit des revenus d'activité (traitements salaires et revenus assimilés, revenus professionnels non salariaux (agricoles, industriels ou commerciaux, non commerciaux)) ou de remplacement (allocations chômage) de source exclusivement suisse, sans aucun revenu français de cette catégorie, entraînant pour elle une affiliation obligatoire en Suisse, avec « droit d'option » pour la maladie en France. Quel que soit alors le choix opéré en matière de maladie (Suisse/LAMal

de plein droit ou France/CNTFS sur option) l'exonération de CSG et CRDS s'applique sur les revenus du patrimoine. Ces revenus restent toutefois soumis au prélèvement de solidarité (7,5 %).

La case 8SH ou 8SI (déclarant 1 ou 2) doit être cochée.

- **Cas n°2** : la personne relève de la législation française de sécurité sociale (régime obligatoire, hors droit d'option) : CSG et CRDS sont dues, ainsi que le prélèvement de solidarité, soit un total de prélèvement sociaux de 17,2 %.

La case 8SH ou 8SI (déclarant 1 ou 2) ne doit pas être cochée.

Les revenus concernés sont :

- les revenus locatifs
- les revenus de capitaux mobiliers (intérêts, dividendes ...)
- les plus-values mobilières
- les plus-values immobilières

Dans le cas des couples mariés ou pacsés, si un seul peut prétendre à cocher la case 8SH ou 8SI, il doit indiquer dans les cases énumérées ci-dessous le revenu à exonérer de CSG-CRDS en fonction de sa nature :

- rubrique 8RF pour les revenus fonciers
- rubrique 8RV pour les rentes viagères à titre onéreux
- rubrique 8RC pour les revenus de capitaux mobiliers
- rubrique 8RM pour les plus-values de cession de valeurs mobilières et gains assimilés.

Le montant à renseigner dans les rubriques dépendent du régime matrimonial ou des stipulations du contrat de PACS et de la nature des revenus.

Pour plus de précisions vous pouvez vous rapprocher du SIP de Valserhône.

3.9 Je suis assuré(e) au CHIS, est-ce que je dois cocher les cases 8RP/8RQ ?

Si vous remplissez la case 1TT, à savoir si vous déclarez des gains d'actionnariat salarié, alors vous devez aussi cocher la case 8RP. La même chose s'applique à votre co-déclarant éventuel. Si votre co-déclarant ne relève pas d'un régime obligatoire français d'assurance maladie, par exemple s'il est membre du CHIS comme assurance primaire, ou d'une LAMal en Suisse, il doit suivre la même procédure et cocher la case 8RQ si 1UT est cochée.

3.10 Pourquoi le revenu fiscal de référence (RFR) n'apparaît pas dans l'avis d'imposition ?

Le revenu fiscal de référence (RFR) n'apparaît pas dans l'avis d'imposition d'un foyer dès l'instant où le membre du personnel reçoit une attestation annuelle d'imposition interne et bénéficie d'une exemption fiscale. La saisie de la case 8FV empêche le calcul du revenu fiscal de référence (RFR).

3.11 Comment dois-je déclarer ma valeur de transfert de la pension versée par le CERN en France ? Quelles cases faut-il cocher ? Quel est le taux d'imposition ?

Le capital retraite est imposable selon le droit commun, au même titre qu'une retraite mensuelle, et doit être soumis au barème progressif de l'impôt, à déclarer sur la ligne 1AM.

Vous devez déclarer **l'intégralité du capital** avant éventuel impôt interne et l'administration fiscale pratiquera un abattement de 10%.

Vous avez également la possibilité d'opter pour un prélèvement forfaitaire libératoire de 7.5%, qui peut se révéler plus intéressant, en déclarant le capital perçu dans la case 1AT.

Afin de savoir si la taxation du capital au prélèvement forfaitaire (1AT) est plus avantageuse que l'imposition au barème progressif de l'impôt (1AM), les simulateurs sur impots.gouv.fr permettent de comparer les situations avant de déclarer).

La conversion du capital en € est à effectuer en utilisant le taux de change Banque de France au jour de l'encaissement sur le compte bancaire.

3.12 Je suis un membre du personnel employé ou associé du CERN et j'ai reçu l'« Attestation de résidence fiscale française des travailleurs frontaliers franco-suisses » à remplir. Dois-je compléter ce formulaire ?

Si vous avez reçu cette attestation, veuillez contacter, si possible par courriel, le [SIP](#) de votre domicile pour lui notifier qu'il s'agit d'une erreur. **En tant que membre du personnel employé ou associé du CERN, vous n'êtes pas considéré comme travailleur frontalier.**

4 Déclaration des comptes bancaires étrangers

4.1 Comment déclarer le compte bancaire en Suisse ou un autre compte à l'étranger en dehors de la France ? Remplir la déclaration 3916-3916 bis est-il suffisant ?

La déclaration des comptes bancaires à l'étranger est obligatoire avec report sur le formulaire 2042. Pour cela, il faut cocher, en fonction de la nature du compte, la case 8UU ou 8TT sur l'imprimé 2042 de la déclaration de revenu, puis remplir et joindre l'imprimé 3916-3916 bis ou indiquer sur papier libre les références de ces comptes et l'adresse des établissements financiers.

La télé-déclaration permet de déclarer jusqu'à 99 comptes bancaires.

4.2 Quelles sont les conséquences si on a oublié de déclarer son compte à l'étranger ? Quelle est la marche à suivre pour régulariser la situation ?

En cas d'absence de déclaration d'un compte bancaire ouvert à l'étranger, une amende de 1 500 € est appliquée. Le montant de l'amende est porté à 10 000 € lorsque le compte est ouvert dans un État qui n'a pas conclu avec la France une convention d'assistance administrative permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Si le total des soldes créditeurs du ou des comptes à l'étranger non déclarés est égal ou supérieur à 50 000 € au 31.12.2019, l'amende par compte non déclaré est égale à 5 % du solde créditeur sans pouvoir être inférieure, selon le cas, à 1 500 € ou 10 000 € (CGI, art. 1649 A et 1736 ; BOI-CF-CPF- 30-20).

À cela s'ajoutent les éventuelles rectifications tant à l'impôt sur le revenu (IR) qu'à l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), assorties des majorations et intérêts de retard prévues en ces matières.

Dans le cadre de la procédure de régularisation des avoirs à l'étranger non déclarés, les contribuables peuvent se faire connaître de l'administration et régularisent spontanément leur situation fiscale passée en acquittant l'ensemble des impositions éludées et non prescrites dans les conditions de droit commun ainsi que les pénalités et amendes correspondantes.

Seules les déclarations et rectifications spontanées sont concernées.

Les contribuables doivent procéder au dépôt de déclarations rectificatives (IR et éventuellement IFI) couvrant toute la période non prescrite. Outre ces déclarations, le dossier doit comprendre :

- un écrit exposant de manière précise et circonstanciée l'origine des avoirs détenus à l'étranger, accompagné de tout document probant justifiant de cette origine ou constituant un faisceau d'éléments de nature à l'établir ;
- les justificatifs relatifs aux montants des avoirs détenus, directement ou indirectement, à l'étranger et des revenus de ces avoirs sur la période régularisée ;
- lorsque les avoirs ont pour origine une succession ou une donation, une attestation de l'établissement financier étranger précisant l'absence d'alimentation du compte par le contribuable ou tout autre justificatif permettant de constater que le compte n'a pas été alimenté par le contribuable postérieurement à la succession ou à la donation ;
- Une attestation du contribuable selon laquelle son dossier est sincère et porte sur l'intégralité des comptes et avoirs non déclarés détenus à l'étranger qu'il possède ou dont il est l'ayant droit ou le bénéficiaire économique.

Les contribuables devront s'acquitter du paiement intégral des impositions supplémentaires à leur charge.

Les délais de prescription allongés prévus à l'article L169 du LPF trouvent à s'appliquer.

Les impositions supplémentaires seront assorties conformément au droit commun des pénalités et amendes suivantes :

- intérêts au taux légal prévu à l'article 1727 du CGI ;
- majoration de 40 % pour manquement délibéré prévu à l'article 1729 du CGI ou en cas de défaut déclaratif dans les légaux, la majoration de 10 % prévue à l'article 1728 du CGI ;
- l'amende pour non-déclaration des avoirs à l'étranger prévue à l'alinéa IV de l'article 1736 du CGI (voir ci-dessus).

Les régularisations spontanées ne sont pas gérées au Service des impôts des particuliers (SIP).